



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 18 août 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, juin 2004**

Les investisseurs étrangers ont continué d'accroître leurs avoirs en titres canadiens, en ayant acquis pour 815 millions de dollars en juin. Parallèlement, pour la première fois depuis janvier dernier, les investisseurs canadiens ont réduit un peu leurs avoirs en titres étrangers, ceux-ci ayant chuté de 1,2 milliard de dollars.

2
- **Étude : Immigrants vivant dans les centres urbains du Canada, 2001**

Les immigrants sont en train de changer la physionomie des plus grands centres urbains du pays, selon un nouveau rapport fournissant des statistiques détaillées sur les immigrants vivant dans les régions métropolitaines.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête mensuelle sur les grands détaillants, juin 2004	8
Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements, deuxième trimestre de 2004	9
Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, juillet 2004	10
Produits pétroliers raffinés, juin 2004	10

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

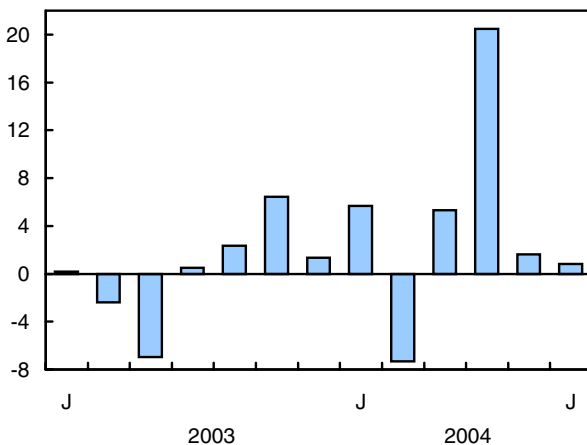
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Juin 2004

Bien que les investisseurs étrangers aient continué d'accroître leurs avoirs en titres canadiens en juin, ils en ont acquis pour 815 millions de dollars, soit la moitié du montant investi en mai. L'investissement de juin est dû à l'achat d'instruments du marché monétaire car les non-résidents ont réduit tant leurs avoirs d'actions que d'obligations canadiennes.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes*

En milliards de dollars



* Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

Parallèlement, pour la première fois depuis janvier dernier, les investisseurs canadiens ont réduit un peu leurs avoirs en titres étrangers, ceux-ci ayant chuté de 1,2 milliard de dollars.

L'investissement dans les instruments du marché monétaire se poursuit alors que celui dans les obligations diminue

En juin, à la suite des achats massifs effectués en mai, les investisseurs étrangers ont ajouté encore pour 1,6 milliard de dollars à leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien. Il s'agit du plus important placement depuis novembre 2002.

Note aux lecteurs

Renseignements complémentaires concernant le marché financier

Taux d'intérêt

En juin, les taux d'intérêt à court terme au Canada ont connu une hausse de trois points de base pour s'établir à 2,01 %, tandis que les taux américains ont augmenté de 25 points de base pour se situer à 1,27 %. Bien qu'il ait continué de favoriser les investissements au Canada, l'écart entre les deux pays est tombé à 0,74 %, soit son point le plus bas depuis avril 2002.

Les taux d'intérêt à long terme canadiens ont grimpé de 6 points de base pour atteindre 4,83 %, tandis que les taux américains ont connu une baisse de 5 points de base, passant à 4,62 %. Par conséquent, l'écart entre les deux pays s'est élargi à l'avantage du Canada, atteignant 0,21 % par rapport à 0,10 % le mois précédent.

Cours des actions

En juin, les cours des actions canadiennes et américaines ont augmenté pour le deuxième mois d'affilée. L'indice composite S&P/TSX a grimpé de 1,5 %, passant à 8 545,6, tandis que l'indice composite Standard & Poor a augmenté de 1,8 %, s'établissant à 1 140,8. Pour l'année, les deux indices ont affiché des hausses de 3,9 % et de 2,6 %, respectivement.

Dollar canadien

La valeur du dollar canadien a progressé de 1,62 cent US en juin pour s'établir à 74,97 cents US à la fin du mois. Depuis la fin de 2003, le dollar canadien a reculé de juste un peu plus de 2 cents par rapport au dollar américain.

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les **effets du gouvernement du Canada** incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les **autres effets du marché monétaire** comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.

L'investissement étranger de juin s'est dirigé vers les émissions des gouvernements et de leurs entreprises alors que l'investissement dans les effets des sociétés a décliné légèrement. Les investisseurs asiatiques étaient de loin les principaux acheteurs en juin, ayant acquis pour 1,3 milliard de dollars. Au cours du deuxième trimestre de 2004, les investisseurs étrangers ont acheté

pour 1,8 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire canadien, achat qui a compensé dans une large mesure le désinvestissement de 2,8 milliards de dollars qui a eu lieu au premier trimestre.

Pour seulement la seconde fois cette année, les investisseurs étrangers ont diminué leurs avoirs en obligations canadiennes, ces derniers ayant été réduits de 299 millions de dollars en juin. Cela contrastait avec les achats de 1,7 milliard de dollars enregistrés en mai. Ce renversement était attribuable en grande partie aux rachats nets de l'ordre de 2,6 milliards de dollars, soit le plus important montant enregistré depuis janvier 2003. Les rachats d'émissions des administrations provinciales représentaient la plus grande partie de ce montant. Au deuxième trimestre de 2004, les investisseurs étrangers ont acheté pour 2,3 milliards de dollars d'obligations canadiennes, comparativement à 2,0 milliards de dollars au trimestre précédent et à 6,2 milliards de dollars au même trimestre l'année précédente.

Les avoirs d'actions canadiennes baissent pour le deuxième mois d'affilée

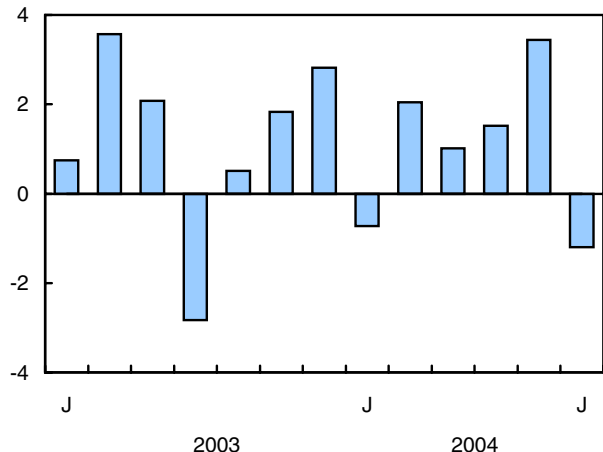
En juin, les avoirs étrangers d'actions canadiennes ont baissé pour le deuxième mois d'affilée, les investisseurs étrangers en ayant cédé pour 523 millions de dollars. Tout comme en mai, la totalité de la baisse tenait entièrement aux actions en circulation. Une bonne partie de la baisse en juin était attribuable aux investisseurs européens qui ont cédé certains de leurs avoirs d'actions canadiennes en circulation. Durant le deuxième trimestre de 2004, les avoirs en actions canadiennes en circulation détenus par les non-résidents sont demeurés presque inchangés à la suite d'une vigoureuse augmentation de 5,6 milliards de dollars au premier trimestre. Si l'on tient compte des autres opérations, toutefois, l'investissement du second trimestre par les investisseurs étrangers a été de 18,7 milliards de dollars, ce montant incluant la plus importante prise de contrôle canadienne d'une société étrangère à être jamais survenue.

Les Canadiens se départissent de titres étrangers

Pour la première fois depuis janvier dernier, les investisseurs canadiens ont vendu certains de leurs avoirs de titres étrangers (1,2 milliard de dollars). Après avoir acheté pour 1,3 milliard de dollars d'actions étrangères en mai, ils en ont vendu pour 782 millions de dollars en juin. Les investisseurs canadiens ont continué d'investir dans les actions américaines mais ils se sont abstenus d'investir dans des actions d'outre-mer. Ils en ont plutôt vendu pour 1,8 milliard de dollars, ce qui représente le plus important désinvestissement d'actions d'outre-mer depuis octobre 2002.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères*

En milliards de dollars Signes renversés de la balance des paiements



* Incluent les obligations et les actions.

Après six mois consécutifs d'achats d'obligations étrangères totalisant 8,3 milliards de dollars, les Canadiens ont mis fin à ces achats en vendant pour 413 millions de dollars de ces titres en juin. Les obligations du Trésor américain qui ont été un investissement préféré par les Canadiens au cours de cette période d'accumulation de six mois, ont été les plus fortement touchées avec des ventes de 581 millions de dollars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0058.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro de juin 2004 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 15 \$ / 142 \$) paraîtra sous peu.

Les données de juillet 2004 sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 16 septembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Mars 2004	Avril 2004	Mai 2004	Juin 2004	Janvier à juin 2003	Janvier à juin 2004
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	5 315	20 459	1 617	815	17 159	26 560
Obligations (nettes)	1 210	896	1 731	- 299	15 292	4 368
Émissions en circulation	- 67	1 341	- 369	3 470	12 337	5 022
Nouvelles émissions	3 828	2 385	2 954	4 897	31 431	17 828
Remboursements	-2 581	-3 188	-1 465	-7 514	-28 771	-19 070
Changement aux intérêts à payer ¹	31	358	611	-1 153	295	589
Instruments du marché monétaire (nets)	270	-1 395	1 599	1 637	- 443	- 932
Gouvernement du Canada	839	- 995	573	585	1 044	-1 714
Autres	- 569	- 400	1 026	1 052	-1 487	782
Actions (nettes)	3 836	20 958	-1 712	- 523	2 310	23 123
Émissions en circulation	3 215	2 441	-1 819	- 566	1 882	5 685
Autres transactions	620	18 517	107	42	428	17 438
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-1 012	-1 520	-3 439	1 195	-4 554	-6 100
Obligations (nettes)	-1 023	-1 347	-2 091	413	-6 164	-5 638
Actions (nettes)	12	- 173	-1 348	782	1 611	- 462

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Nota : Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.



Étude : Immigrants vivant dans les centres urbains du Canada

2001

Les immigrants sont en train de changer la physionomie des plus grands centres urbains du pays, selon un nouveau rapport fournissant des statistiques détaillées sur les immigrants vivant dans les régions métropolitaines.

Presque tous les immigrants qui sont arrivés au Canada pendant les années 1990, c'est-à-dire environ 1,8 million de personnes, se sont installés dans l'une des 27 régions métropolitaines de recensement du Canada.

De plus, ces immigrants se sont établis en nombre disproportionnellement élevé dans les trois plus grands centres, soit Toronto, Montréal et Vancouver. Ensemble, ces trois centres ont accueilli près des trois-quarts (73 %) des nouveaux arrivants. En 1981, seulement 58 % des immigrants qui étaient arrivés au cours de la décennie précédente s'étaient installés dans ces centres.

L'évolution des caractéristiques des immigrants a influé considérablement sur cette tendance. En effet, les immigrants de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud, qui ont traditionnellement tendance à s'installer à Montréal, à Toronto et à Vancouver, forment une proportion de plus en plus grande de la population des nouveaux arrivants au Canada.

Cependant, de nombreux centres urbains plus petits comptaient une proportion importante de nouveaux immigrants. Par exemple, seulement 1,3 % environ de l'ensemble des nouveaux immigrants se sont installés à Windsor, mais ils représentaient 8,0 % de la population totale de cette ville.

Le rapport montre aussi que la majorité des immigrants s'installent dans une ville qu'ils ont choisie à l'avance et qu'ils ne changent pas de région métropolitaine lorsqu'ils déménagent pour s'installer ailleurs qu'à leur première adresse au Canada. De plus, la plupart des enfants d'immigrants nés au Canada, c'est-à-dire la deuxième génération d'immigrants, résident à Montréal, à Toronto et à Vancouver. Cela vaut aussi pour ceux qui sont dans la trentaine et la quarantaine.

Par ailleurs, selon le rapport, les immigrants ont des niveaux de scolarité plus élevés que les gens nés au Canada. Pourtant, dans presque toutes les régions urbaines, une proportion beaucoup plus grande de nouveaux immigrants occupaient des emplois demandant moins de compétences que les emplois occupés par les gens nés au Canada.

Le rapport fait également mention des conséquences possibles de l'immigration sur les services publics. Par exemple, dans toutes les régions

Note aux lecteurs

Ce rapport est le troisième d'une série de rapports qui élaborent des mesures statistiques afin de fournir de l'information sur des questions importantes pour les villes canadiennes. Statistique Canada a travaillé à ce projet en collaboration avec le Secrétariat du Bureau du conseil privé chargé des villes.

Ce rapport a pour objectif de fournir des mesures statistiques des tendances et des conditions observées dans les grandes villes canadiennes et les quartiers de ces villes. Ces mesures seront disponibles pour la planification urbaine et l'élaboration des politiques.

Ce rapport détaillé donne une vue d'ensemble des caractéristiques et des expériences des nouveaux immigrants qui vivent dans les grandes régions métropolitaines du Canada.

On y fait l'examen des questions suivantes : l'établissement et les caractéristiques des immigrants, y compris leur pays d'origine et les compétences qu'ils apportent au Canada, les répercussions possibles de l'immigration sur le transport en commun, les services éducatifs et le logement, l'expérience des immigrants sur le marché du travail et les gains des nouveaux immigrants.

Les données proviennent principalement du Recensement de 2001.

métropolitaines de recensement, les nouveaux immigrants âgés de 25 à 54 ans étaient beaucoup plus susceptibles que leurs homologues nés au Canada de fréquenter l'école.

Pour ce qui est des caractéristiques et des gains de la population active, les résultats de ce rapport ne diffèrent pas de ceux des études précédentes, c'est-à-dire que les nouveaux immigrants étaient beaucoup plus susceptibles de travailler à bas salaires, qu'ils étaient moins susceptibles de gagner des salaires élevés et que leur taux de chômage était plus élevé.

Conséquences sur les services publics et le logement

L'immigration a des répercussions sur la prestation des services publics et le logement dans les régions urbaines du Canada. À Montréal par exemple, 48 % des nouveaux immigrants ont utilisé le transport en commun en 2001 pour se rendre au travail, soit deux fois plus que dans le cas des gens nés au Canada (20 %).

Étant donné le nombre assez important de nouveaux immigrants qui vivent dans les régions métropolitaines, ce taux élevé d'utilisateurs du transport en commun signifie qu'il y existe une base importante et croissante d'utilisateurs du transport en commun dans de nombreux centres urbains.

L'immigration a également des conséquences sur les écoles primaires et secondaires. En 2001, environ le quart de tous les enfants de Toronto et de Vancouver qui étaient âgés d'au plus 17 ans étaient eux-mêmes de nouveaux immigrants ou étaient nés au Canada de parents qui étaient de nouveaux immigrants. La majorité

de ces enfants faisaient partie de foyers où la principale langue parlée par les parents était une autre langue que l'anglais ou le français.

Au cours de la période de six mois qui a suivi leur arrivée au Canada, seulement le tiers des nouveaux immigrants avaient pris au moins un cours d'anglais ou de français.

Dans tous les groupes d'âge de 18 à 54 ans, les nouveaux immigrants avaient plus de chances que les gens nés au Canada d'avoir fréquenté l'école pendant l'année scolaire 2000-2001.

Considérant le nombre considérable de nouveaux immigrants qui vivent dans plusieurs centres urbains, la fréquence élevée de la fréquentation scolaire chez les nouveaux immigrants signifie que ce groupe représente une part importante de la population étudiante dans beaucoup de ces centres.

La proportion de ménages composés de nouveaux immigrants qui résidaient dans des logements loués était la plus basse à Calgary et la plus élevée à Montréal et à Ottawa-Hull.

Conditions du marché du travail des nouveaux immigrants

Chez les nouveaux immigrants, les taux d'emploi étaient inférieurs à ceux des gens nés au Canada et le taux de chômage était supérieur.

À Edmonton par exemple, le taux d'emploi des nouveaux immigrants était de 76,1 % comparativement à 84,0 % pour les gens nés au Canada. De même, leur taux de chômage était plus élevé, soit 5,9 % comparativement à 4,1 %. La tendance était la même dans d'autres centres urbains. Cependant, les écarts étaient habituellement plus élevés chez les femmes que chez les hommes.

Les nouveaux immigrants étaient aussi moins susceptibles de travailler à temps plein à longueur d'année. À Ottawa-Hull par exemple, 61 % des immigrants masculins âgés de 25 à 54 ans travaillaient à temps plein à longueur d'année comparativement à 77 % chez les hommes du même groupe d'âge nés au Canada.

On retrouve également cette tendance chez les femmes, bien que les immigrantes et les femmes nées au Canada étaient moins susceptibles de travailler à temps plein à longueur d'année.

De plus, les nouveaux immigrants étaient moins susceptibles d'occuper des emplois nécessitant habituellement un diplôme universitaire. En fait, les nouveaux immigrants ayant un diplôme universitaire étaient beaucoup plus susceptibles de détenir des

postes ne demandant habituellement pas de formation spécifique comparativement à leurs homologues nés au Canada.

À Vancouver par exemple, 31 % des nouveaux immigrants ayant un diplôme universitaire occupaient des emplois nécessitant moins de compétences comparativement à seulement 13 % des détenteurs d'un diplôme universitaire nés au Canada. Dans la plupart des autres centres urbains, il y avait une différence d'au moins 10 points de pourcentage entre ces groupes.

Chez les nouveaux immigrants, les femmes détenant un diplôme universitaire étaient plus susceptibles que leurs homologues masculins d'occuper des emplois nécessitant des compétences peu élevées ou moyennement élevées. De plus, les différences entre les hommes et les femmes étaient plus marquées chez les nouveaux immigrants que chez les gens nés au Canada.

Gains : L'écart diminue à mesure que les immigrants acquièrent de l'expérience de travail

En moyenne, les immigrants gagnent un salaire moins élevé que celui des gens qui sont nés au Canada mais l'écart s'amenuise à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience.

Au cours des quelques années qui ont suivi leur arrivée, les immigrants masculins qui sont arrivés au Canada entre 1975 et 1979 gagnaient un salaire correspondant à moins de 85 % du salaire des gens nés au Canada. Environ 21 ans après leur arrivée, leurs gains étaient presque identiques à ceux de leurs homologues nés au Canada.

Cependant, il est de plus en plus reconnu que les groupes d'immigrants arrivés plus récemment n'ont pu faire mieux que les groupes d'immigrants plus anciens. Dans les premières années qui ont suivi leur arrivée, les immigrants de sexe masculin qui sont arrivés au Canada entre 1995 et 1999 avaient des gains qui s'élevaient à moins de 60 % des gains des travailleurs comparables nés au Canada.

Il reste à voir si les gains de ces travailleurs réussiront à rejoindre ceux de leurs homologues nés au Canada. Ces constatations sont essentiellement les mêmes pour toutes les régions urbaines.

Dans la majorité des centres urbains, la probabilité que les nouveaux immigrants gagnent moins de 20 000 \$ par année était au moins deux fois plus grande que pour leurs homologues nés au Canada. Ils avaient également beaucoup moins de chances de gagner des salaires élevés, c'est-à-dire plus de 100 000 \$ par année.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3226, 3233 et 3901.

Le troisième document de recherche de la nouvelle série *Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement* intitulé *Immigrants vivant dans les centres urbains du Canada* (89-613-MIF2004003, gratuite) est maintenant accessible en ligne. Pour accéder à la série, allez à

la page d'accueil, sélectionnez *Études* dans la barre latérale de gauche, puis cliquez sur *Parcourir les périodiques et les revues analytiques* et choisissez *Gratuits et payants*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au (613) 951-0803, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Juin 2004

Les ventes ont légèrement augmenté de 0,1 % en juin, atteignant 7,66 milliards de dollars, dans le sillage d'une croissance semblable pour le groupe des grands détaillants les deux mois précédents. Les ventes ont ralenti au deuxième trimestre, ne progressant que de 0,8 % comparativement à un très solide gain de 2,9 % au premier trimestre attribuable principalement à d'excellentes ventes en janvier. Après avoir bondi en janvier, la croissance des ventes s'est stabilisée entre février et juin 2004. En 2003, les ventes ont crû de façon constante entre avril et décembre après une période de fluctuations à la fin de 2002 et au début de 2003.

Les résultats de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants sont répartis en huit principaux groupes de produits. Il n'y a eu que peu de changement dans cinq de ces groupes de produits en juin par rapport au mois précédent. Parmi les exceptions, mentionnons les hausses raisonnables des ventes d'articles de santé et de soins personnels, et de quincaillerie et de produits pour la pelouse et le jardin, ainsi qu'une diminution modérée des ventes d'articles de sport et de loisirs.

L'augmentation la plus prononcée en juin a été observée du côté des articles de santé et de soins personnels. Les ventes de médicaments (qui comprennent les médicaments sur ordonnance et en vente libre) ont crû de 1,3 % en juin et dépassent de 5,9 % leur niveau de décembre 2003. Une partie de l'augmentation des ventes de médicaments chez les grands détaillants découle du fait que les épicerie et les grands magasins ont continué d'améliorer les magasins existants et d'en ouvrir de nouveaux offrant des services de pharmacie.

Les ventes d'articles de quincaillerie et de produits pour la pelouse et le jardin ont connu une certaine reprise en juin, après avoir accusé une très nette diminution en mai. Les ventes ont subi l'effet d'entraînement des produits, de l'équipement et des plantes pour la pelouse et le jardin, qui ont rebondi quelque peu, soit de 2,4 %, après l'effondrement

de 7,0 % survenu en mai. Les ventes d'articles de quincaillerie et de produits de rénovation pour la maison n'ont pas été aussi bonnes en juin (-0,4 %), fléchissant pour un troisième mois consécutif après avoir culminé en mars.

L'essentiel de l'effet de freinage des ventes des grands détaillants en juin, qui ont reculé de 1,9 %, est venu des articles de sport et de loisirs. Ce recul est le fait presque exclusif de la faiblesse des ventes de CD préenregistrés, de DVD et de bandes vidéo et audio (-9,3 %). Ces ventes ont peut-être été ralenties par l'absence de parutions de DVD à grand succès en juin, alors qu'il y en avait eu plusieurs les mois précédents. Les ventes de jouets et d'articles de passe-temps, ainsi que de livres et de périodiques, ont subi un léger recul au cours du mois. L'exception a été les ventes d'articles de sport, où un gain de 1,1 % a mis fin à quatre mois consécutifs de replis.

Ventes par marchandise pour le groupe des grands détaillants

	Jun 2003	Mai 2004 ^r	Jun 2004 ^p	Mai à juin 2004	Jun à juin 2003
données désaisonnalisées					
	en millions de dollars			var. en %	
Marchandises					
Aliments et boissons	2 362	2 453	2 460	0,3	4,1
Articles de santé et de soins personnels	695	746	754	1,1	8,5
Vêtements, chaussures et accessoires	1 318	1 337	1 335	-0,2	1,3
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	1 065	1 163	1 161	-0,2	9,0
Articles et fournitures pour la maison	333	341	343	0,6	2,8
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	276	298	301	1,0	9,1
Articles de sport et loisirs	389	414	407	-1,9	4,6
Autres biens et services	826	894	896	0,2	8,4
Total	7 265	7 646	7 656	0,1	5,4

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Ventes par marchandise pour le groupe des grands détaillants

	Mai 2004 ^r	Juin 2003	Juin 2004 ^p	Juin 2003 à juin 2004
données non désaisonnalisées				
	en millions de dollars			var. en %
Marchandises				
Aliments et boissons	2 487	2 262	2 421	7,0
Articles de santé et de soins personnels	746	656	722	10,0
Vêtements, chaussures et accessoires	1 359	1 318	1 316	-0,2
Meubles, articles d'ameublement et appareils électroniques	995	947	1 032	8,9
Articles et fournitures pour la maison	321	304	318	4,7
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	579	462	518	12,2
Articles de sport et loisirs	375	386	400	3,8
Autres biens et services	918	837	914	9,1
Total	7 779	7 172	7 640	6,5

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Nota : L'enquête vise les grands détaillants principalement dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement, des articles d'ameublement, des appareils électroniques, des articles de sport et des marchandises diverses. Ce groupe de détaillants représente environ 26 % du total annuel des ventes au détail ou 35 % si on exclut les concessionnaires de véhicules automobiles et de véhicules récréatifs.

À moins d'indication contraire, toutes les données du présent communiqué sont désaisonnalisées et tous les pourcentages représentent des variations d'un mois à l'autre. Les résultats de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants sont classés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.

Il est possible de consulter en ligne un tableau de données dans le module *Le Canada en statistiques*.

Les données de juillet 2004 pour le groupe des grands détaillants seront diffusées le 17 septembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes

et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au (613) 951-3566, Division de la statistique du commerce. ■

Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements

Deuxième trimestre de 2004

L'indice composite des prix de la construction d'immeubles d'appartements (1997=100) a atteint 123,7 au deuxième trimestre, en hausse de 2,6 % par rapport au premier trimestre et de 6,0 % par rapport au deuxième trimestre de 2003. Il s'agit de la variation en pourcentage d'une année à l'autre la plus élevée depuis le deuxième trimestre de 1989, alors qu'une hausse identique avait été enregistrée.

Vancouver a connu la plus forte variation trimestrielle (+3,7 %), suivie de Toronto (+2,8 %), de Halifax et d'Ottawa-Gatineau (partie ontarienne) (+2,4 %, chacune), de Calgary (+2,0 %), de Montréal (+1,8 %) et d'Edmonton (+1,7 %).

Vancouver (+9,0 %) a aussi enregistré la plus forte augmentation d'une année à l'autre par rapport au deuxième trimestre de 2003, suivie de Toronto (+5,7 %), d'Ottawa-Gatineau (partie ontarienne) (+5,6 %), de Halifax (+5,4 %), de Montréal (+5,1 %) et d'Edmonton et de Calgary (+4,1 %, chacune).

Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements¹

(1997 = 100)

	Deuxième trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2003 au deuxième trimestre de 2004	Premier au deuxième trimestre de 2004
	var. en %		
Indice composite	123,7	6,0	2,6
Halifax	118,9	5,4	2,4
Montréal	122,6	5,1	1,8
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne	128,6	5,6	2,4
Toronto	131,7	5,7	2,8
Calgary	125,7	4,1	2,0
Edmonton	123,1	4,1	1,7
Vancouver	119,2	9,0	3,7

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Nota : Les indices des prix de la construction d'immeubles d'appartements donnent une indication de la variation des coûts de construction nouvelle dans six régions métropolitaines de recensement (RMR) dont Halifax, Montréal, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver et la partie ontarienne de

la RMR d'Ottawa-Gatineau. En plus des indices de chacune des RMR et de l'indice composite, il y a d'autres ventilations des variations de coûts par groupe de métiers dans le bâtiment, soit la structure, l'architecture, la mécanique et l'électricité. Ces indices de prix sont établis à partir d'enquêtes menées auprès d'entrepreneurs généraux et de sous-traitants spécialisés qui fournissent des renseignements sur diverses catégories de coûts (les matériaux, la main-d'oeuvre, l'équipement, les taxes, les frais généraux et les bénéfices) pertinents aux devis de construction détaillés inclus dans les enquêtes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0040.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2317 et 2330.

Le numéro du deuxième trimestre de 2004 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 \$ / 85 \$) paraîtra en octobre.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Juillet 2004

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada est demeuré inchangé en juillet par rapport à son niveau de 128,3 en juin (1992=100). L'indice a augmenté de 0,1% par rapport à l'indice de juillet 2003.

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant

pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du troisième trimestre de 2004 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 \$ / 85 \$) paraîtra en décembre.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca) ou avec Louise Chaîné au (613) 951-3393, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Produits pétroliers raffinés

Juin 2004 (données provisoires)

Il est maintenant possible de connaître les données de juin sur la production, les stocks et les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés. Il est également possible d'obtenir d'autres données choisies sur ces produits.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Direction des études analytiques documents de recherche : Antécédents familiaux et accès aux études postsecondaires : que s'est-il passé pendant les années 1990?, n° 226
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2004226
(gratuit).

Ventes de véhicules automobiles neufs, juin 2004, vol. 76, n° 6
Numéro au catalogue : 63-007-XIF (14 \$/133 \$).

Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement : Les immigrants dans les régions métropolitaines de recensement au Canada, n° 3
Numéro au catalogue : 89-613-MIF2004003
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 800 700-1033


Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03004013



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.